Revue Alternatives Sud, vol. XIII, n° 4

COLOMBIE - Démocratiser la démocratie

Mauricio Archila, Alternatives Sud

mardi 1er mai 2007, mis en ligne par Centre Tricontinental

[>> Voir le sommaire du numéro.]

Dans un contexte que d'aucuns trouveraient désespérant - crise humanitaire, violences, recul des libertés civiles et régression sociale -, les acteurs sociaux refusent de céder au chantage sécuritaire du président Uribe et se mobilisent pour la défense de leurs droits.

« Le pays doit choisir s'il soutient le renforcement de la 'sécurité démocratique' ou s'il opte pour le communisme déguisé qui livrera la patrie aux FARC. » [1] Les paroles du président Álvaro Uribe Vélez indiquent clairement le climat de polarisation dans lequel vit la Colombie. Son évocation anachronique de la Guerre froide divise le pays en deux : il y a d'un côté ceux qui défendent sa politique de « sécurité démocratique », de l'autre ceux qui s'y opposent, qu'il accuse non seulement d'être des « communistes déguisés », mais encore de céder le pays à la plus grande guérilla encore active en Amérique latine. La prise en compte de ce contexte est indispensable si l'on veut comprendre la lutte des secteurs dominés colombiens pour « démocratiser la démocratie ».

La Colombie est l'une des démocraties les plus stables du sous-continent. Mais le fait de n'avoir pas connu les dictatures que les autres pays ont endurées ne l'empêche pas d'être fortement inégalitaire. Il y a certes eu des progrès substantiels en matière de droits civils, politiques, sociaux et culturels, consacrés dans la Constitution de 1991, mais ces avancées sont menacées par la nouvelle droite au pouvoir. L'actuel gouvernement fait montre d'un autoritarisme marqué et s'appuie sur le charisme du président pour chercher à annihiler l'opposition et à « désinstitutionnaliser » la démocratie. Sa politique de « sécurité démocratique » relève plus de la sécurité que de la démocratie, et hormis des réussites partielles - variation des indicateurs de la violence et présence plus affirmée de la force publique -, elle n'a pas entraîné de diminution sensible des violations des droits humains.

Un autre trait significatif du pays a été sa stabilité macroéconomique, également affectée par la rupture du traditionnel « gradualisme », suite à l'ouverture « vers l'intérieur » des derniers lustres. Le néolibéralisme a limité l'action sociale de l'État, à tel point que les dépenses publiques dans ce domaine sont passées de 40% du Produit Intérieur Brut (PIB) dans les années 1980 à 12 % actuellement. La flexibilisation de la main-d'œuvre s'est traduite par une montée du chômage (qui a culminé à 20% en 2000 pour revenir à 13% aujourd'hui), qui à son tour a affaibli le syndicalisme - le taux d'affiliation est de 5% et les mécanismes de négociation couvrent seulement 2% des employés. La signature hâtive du Traité de libre-échange (TLC) avec les États-Unis aggrave la crise des activités de production, spécialement en zones rurales, et risque d'isoler encore un peu plus le pays dans le concert latino-américain. Il entraîne une détérioration de la distribution des revenus et un appauvrissement de la population : en 2002, le

coefficient Gini était de 0,60 (pour 0,29 en Europe) et le taux de pauvreté s'élevait à 66 %. Ceci fait effectivement de la Colombie l'un des pays les plus inégalitaires de la planète.

Le dernier aspect propre à la Colombie est la persistance du conflit armé, dont le président Alvaro Uribe Vélez nie le caractère politique pour le réduire à une simple manifestation du terrorisme global. La présence de multiples acteurs - paramilitaires, narcotrafiquants, guérillas et forces de l'État - aux logiques territoriales les plus diverses, a intensifié le conflit au point de générer une profonde crise humanitaire. Même si le taux d'homicide a diminué depuis le milieu des années 1990, il reste très élevé : 66 pour 100 000 habitants, dont 20 % pour des raisons politiques. Les déplacements internes sont eux aussi dramatiques, puisqu'ils touchent presque 10% de la population. La solution poursuivie par l'actuel gouvernement consiste à soumettre militairement les acteurs illégaux pour les obliger à négocier. Cela n'a abouti à aucun résultat concernant la guérilla, qui s'est repliée mais qui est loin d'être vaincue. Avec les paramilitaires par contre, les négociations ont avancé et ont conduit à la démobilisation de 30 000 hommes, parmi lesquels peu seront menés devant la justice (qui de toutes façons prononcera des peines très légères). Leur procès est une mascarade, car non seulement il n'y a ni justice, ni vérité, ni réparation, mais leurs structures demeurent : tous les paramilitaires ne se sont pas démobilisés, beaucoup n'ont pas remis leurs armes et les politiciens, les hommes d'affaires et les militaires qui les soutiennent n'ont pas été inquiétés.

Contre les politiques officielles et pour la défense des droits

Face à ce panorama désolant, les acteurs sociaux colombiens ne sont pas résignés. Bien au contraire, ils luttent pour renforcer leur citoyenneté fragilisée. D'après la base de données du Cinep portant sur les luttes sociales, le nombre de protestations sociales qui ont eu lieu depuis la première élection en 2002 de l'actuel président dépasse la moyenne historique calculée depuis 1975. Six mois avant la fin de son premier mandat, la tendance se maintenait : entre octobre 2005 et mars 2006, 202 actions collectives ont été enregistrées. La population urbaine, les salariés et les étudiants sont à l'origine de près de 75% du total des protestations relevées durant la période analysée, suivis de loin par les travailleurs indépendants, les paysans, les groupes ethniques, et enfin par les entrepreneurs, les femmes et les prisonniers.

Durant le dernier semestre, comme cela a été le cas pendant les quatre années de la première présidence d'Uribe Vélez, les politiques gouvernementales, la violation des droits fondamentaux et la non-exécution des pactes et des lois, ont motivé 57% des luttes sociales. Les services sociaux, la terre et le logement, les services publics et les problèmes environnementaux - liés au logement et à un cadre de vie dignes - représentent quant à eux 29% des revendications. La tendance ne signifie pas que la Colombie ait solutionné les problèmes matériels de la pauvreté et de l'inégalité, mais que le conflit armé exige que la priorité soit donnée au respect de la vie et aux garanties constitutionnelles.

La critique à l'égard de la globalisation néolibérale coïncide de fait avec l'opposition aux politiques officielles et en particulier à la négociation du TLC. Pour la population, cette problématique était rattachée à la réélection du président, au point que les deux thèmes se sont souvent confondus. Les organisations paysannes, qui craignent les conséquences dudit traité, se sont mobilisées depuis fin 2005. Leurs actions ont été critiquées par les autorités et réprimées par la force publique. La journée nationale de protestation contre le TLC et la réélection du président, qui eut lieu le 12 octobre 2005, fut la plus suivie du semestre, mais pas l'unique ; y ont participé des syndicalistes, des pensionnés, des étudiants, des personnes déplacées et de simples citoyens, qui ont réalisé diverses actions dans tout le pays. À la même date, paysans et indigènes ont dénoncé la célébration du « jour de la race » et se sont prononcés contre le « nouveau colonialisme » qui, selon eux, se manifeste dans le TLC. Les conséquences du commerce mondial sur des produits tels que le café et les activités avicoles ont également suscité des protestations provenant de secteurs sociaux les plus variés, dans un grand mouvement de solidarité.

Durant ces derniers mois, la protection des droits humains arrive donc en deuxième position parmi les revendications sociales. Si les populations urbaines continuent à réclamer le respect de leurs droits civils et politiques violés par des groupes armés illégaux et par la force publique, les protestations émanant des

personnes déplacées - en majorité des paysans - se sont intensifiées pour exiger des subsides et un accès à la terre et à un logement digne. De leur côté, les femmes ont protesté contre la violation des droits liés au genre et contre la violence intrafamiliale. Des actions en faveur de la paix ont continué à se produire, même si elles ne furent pas aussi nombreuses qu'autrefois. Il faut y ajouter les tentatives, isolées mais notoires, visant à préserver les « communautés de paix » dans les zones affectées par la violence. Même si toutes ces luttes n'ont pas pu mettre fin à la guerre en Colombie, elles indiquent néanmoins que l'unanimité belliciste voulue par le gouvernement n'existe pas.

Le manquement aux normes légales - en particulier la retenue salariale - et la violation des pactes ont motivé 15 des 19 grèves que menèrent quelque 80 000 travailleurs durant les six derniers mois. Les fonctionnaires ont également réagi contre les compressions budgétaires dans les secteurs de la santé, de la justice et de l'éducation. L'ensemble du mouvement syndical, bien qu'il organise peu de grèves, intensifie les mobilisations contre un gouvernement incapable de garantir la vie des responsables syndicaux et d'honorer les engagements souscrits au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en défense de la force de travail nationale.

En synthèse, malgré l'autoritarisme présidentiel, la violence et les effets du néolibéralisme, les acteurs populaires de Colombie ne se résignent pas et sont actifs dans la construction du futur. Ils contribuent ainsi à la démocratisation, en réclamant une citoyenneté intégrale, non seulement civile et politique - dimensions dont la conquête est permanente - mais aussi sociale. Ils exigent l'équité socioéconomique, mais avec la reconnaissance des différences culturelles. Leur action ne se réduit pas à la critique, elle embrasse un large spectre d'initiatives sociales et de nouvelles formes de participation politique.

Une gauche sociale et politique, qui se distingue chaque fois plus de la guérilla, est en train d'émerger. La conquête de quelques gouvernements locaux et régionaux aux élections de 2003 - comme à Bogotá - et l'obtention d'un résultat supérieur à 10% aux dernières élections parlementaires représentent une évolution significative dans la consolidation d'un bloc de gauche, auquel viennent s'ajouter des représentants du centre libéral et des personnalités conservatrices [2]. La polarisation que connaît le pays complique certainement la démocratie, mais elle ouvre des possibilités d'alternatives pour la gauche démocratique et les mouvements sociaux. Ce n'est que de cette manière que l'utopie démocratique pourra avancer en Colombie...

Alternatives Sud **(CETRI), vol. XIII, n° 4, 2006, « État des résistances dans le Sud - 2007 »**

– Retour au sommaire du numéro.

– Acheter le numéro.

Notes

[1] *El Tiempo*, 6 mai 2006, I-6.

[2] Il faut ajouter à cela les 22% obtenus par Carlos Gaviria Diaz, président du Pôle Démocratique Alternatif, coalition politique de gauche, aux élections présidentielles de mai 2006 - NDLR.